

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Sages-femmes : 27 ans au service de la vie

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

L'ASSOCIATION des sages-femmes du Gabon (ASFG) a lancé hier, mardi 3 mai 2022, dans la commune d'Owendo, les activités relatives à la commémoration de la 20e édition de la Journée internationale des sages-femmes, célébrée chaque 5 mai. Célébrée cette année au Gabon sous le thème "27 ans de progrès de l'Association des sages-femmes du Gabon", cette journée dédiée aux sages-femmes sera l'occasion pour ces professionnelles de santé de se pencher, trois jours durant, sur l'évolution et la pratique de cette profession au Gabon. Aussi mèneront-elles également leurs réflexions

autour des thèmes "Prévention autour du nouveau-né", "Les complications de la prématurité", "Hémorragies post-partum", "Paludisme et accouchement", etc. Des problèmes très fréquents qui méritent d'être traités pour sensibiliser non seulement les gestantes mais aussi les sages-femmes.

"Les échanges que nous menons autour des thématiques choisies ont pour but d'édifier les sages-femmes sur les problèmes très fréquents dans la pratique de ce métier. Nous partageons nos expériences, notre savoir afin d'offrir des soins de qualité aux gestantes et aux nouveau-nés", a indiqué Anita Ikogou, présidente de l'Association des sages-femmes (ASFG).

Outre ces échanges, elles se



Le bureau de l'ASFG hier au lancement des activités commémoratives de la journée internationale des sages-femmes.

sont félicitées du parcours et des résultats du travail mené par l'ASFG. "La relation avec nos partenaires a été consolidée

et ensemble nous travaillons de sorte à réduire la mortalité maternelle et infantile. Aussi avons-nous comme autre

acquis l'instauration de l'Ordre national des sages-femmes du Gabon (ONSFG)", a poursuivi la présidente de l'ASFG.

Gestion des violences: Ayenoue ambassadeur de la paix

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

PROMOUVOIR la paix, sensibiliser les jeunes sur les méfaits de la violence, surtout les violences post-électorales, telle est désormais l'une des missions d'Axel Jesson Ayenoue, homme politique, président de l'Union des jeunes du Parti démocratique gabonais (UJPDG), et maire du 4e arrondissement de Libreville. Lequel s'est vu élevé à la distinction honorifique d'ambassadeur pour la paix par le PERCIJ (Plateforme d'échanges, de réflexion et de consultation citoyenne pour la jeunesse). L'ambassadeur a d'ailleurs entamé son bâton de pèlerin au quartier Plaine-Orety où il a sensibilisé sur le thème "La violence en période électorale". "L'objectif est d'aller dans tous les quartiers chauds de Libreville, où il y a des jeunes, afin de promouvoir la paix et la non-violence; même lorsqu'il y a des divergences profondes entre acteurs de la société civile, entre partis politiques".



Axel Jesson Ayenoue, ambassadeur pour la paix auprès des jeunes.

Pour M. Ayenoue, il faut affûter la capacité des jeunes à intégrer les origines de la violence, développer leurs aptitudes à opter pour des solutions non-violentes. "Les conditions de vie, l'état de vulnérabilité psychologique et social sont, parmi tant d'autres, les terrains de la colère, exposent à la manipulation et à l'action violente".

D'où la nécessité d'un vivre-ensemble, de la gestion des frustrations et des colères par la thérapie de la confiance à rétablir par le dialogue entre les citoyens et les institutions.

Éducation: Camélia Ntoutoume-Leclercq face aux réalités de Makokou

GM.NTOUTOUME-NDONG
Makokou/Gabon

"NOUS avons reçu les instructions de madame la Première ministre après son passage dans l'Ogooué-Ivindo, de venir nous enquêter de la situation des établissements primaires et secondaires de la commune de Makokou...", a indiqué Camélia Ntoutoume-Leclercq, ministre de l'Éducation nationale, à l'issue du tour des établissements qu'elle a effectué vendredi et samedi derniers dans la localité. Sa visite dans ces écoles intervenait dans le cadre d'une mission interministérielle composée du ministre d'État en charge de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et du ministre des Infrastructures, Léon Armel Bounda Balonzi.

Du lycée Alexandre Sambat, à l'école publique communale du centre en passant par l'école publique de Loa-Loa, l'école primaire de Mbolo Edock, ce sont au total 15 établissements scolaires de Makokou qui ont été visités. Le corps enseignant a



La ministre Camélia Ntoutoume-Leclercq accueillie ici par des élèves d'une école primaire de Makokou.

saisi l'occasion pour présenter ses difficultés actuelles: absence d'eau pour certaines structures, absence de bâtiments pour le cycle préprimaire; pour d'autres, besoin de manuels scolaires, vétusté des bâtiments, absence de vestiaires, etc. Mais aussi, le problème des effectifs pléthoriques lié au manque de salles de classe. Par ailleurs, dans le fond, il se pose une problématique importante au niveau de la formation des enseignants. Il faut des encadreurs pour les nouveaux enseignants fraîchement sortis de l'ENS. Ces derniers sont directement affectés en province, après un stage de deux semaines. Sans suivi, et sans encadreurs, ils

se retrouvent devant des élèves alors qu'ils peuvent encore présenter des lacunes. Ce qui, à terme, peut affecter le niveau des élèves. "Dans l'Ogooué-Ivindo, certes, il y a des chantiers en cours, mais il y a encore des choses à faire. Nous avons pu confronter les rapports qui nous sont envoyés par nos collaborateurs et nous allons ajuster les programmes faits en termes de réhabilitation et même de construction dans nos établissements", a souligné Mme Ntoutoume-Leclercq. Elle a aussi noté la situation administrative de plusieurs enseignants qui exercent encore sans percevoir leur salaire.